

# La France : une nouvelle place dans le monde (1945 – 1969)

## Comment la France redéfinit-elle sa place dans le monde entre 1945 et 1969 ?

### Points de passage



#### **La guerre d'Algérie et ses mémoires**

L'Algérie a conquis son indépendance au prix d'une longue guerre de décolonisation contre la France, qui suscite encore de fortes tensions mémorielles.



#### **La Constitution de 1958**

Elle fonde la V<sup>e</sup> République sur un pouvoir présidentiel fort, voulu et incarné par le général de Gaulle.

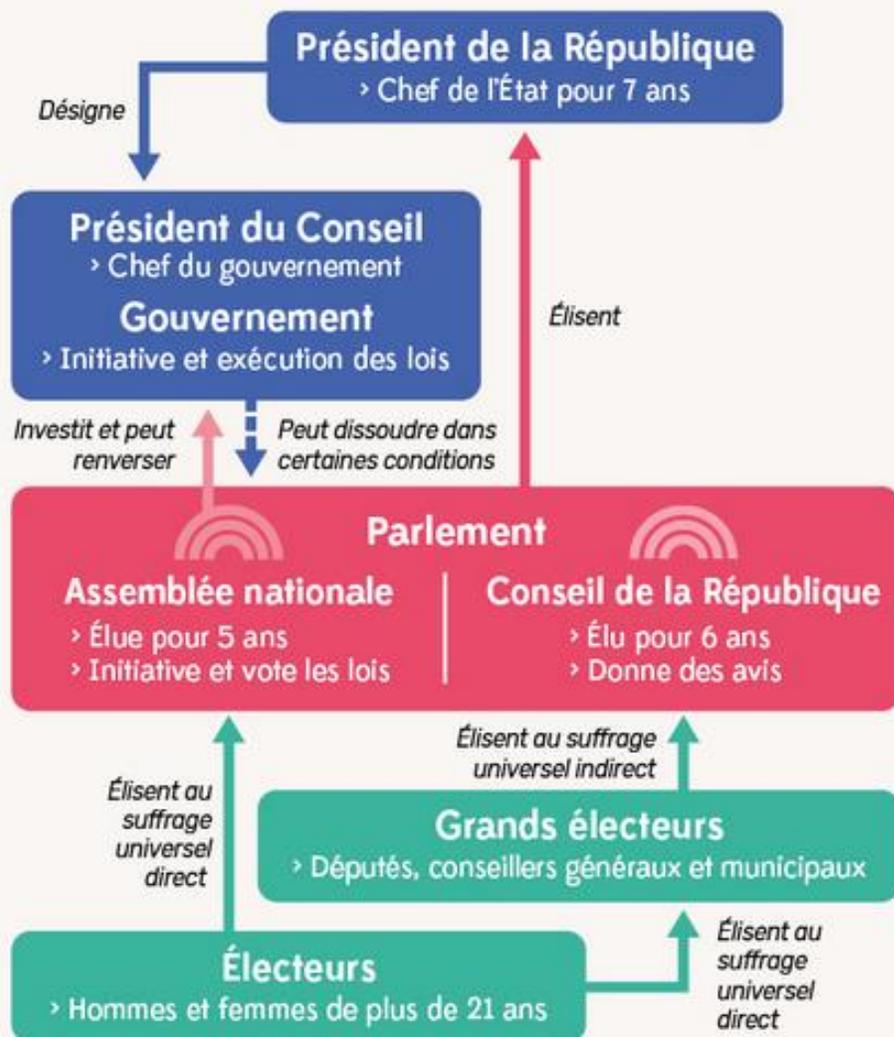


#### **Charles de Gaulle et Pierre Mendès France : deux conceptions de la République**

Partisan du régime parlementaire et grande figure de la IV<sup>e</sup> République, Pierre Mendès France s'oppose à la conception gaulliste du pouvoir.

# La France : une nouvelle place dans le monde (1945 – 1969)

## 1 Les institutions de la IV<sup>e</sup> République

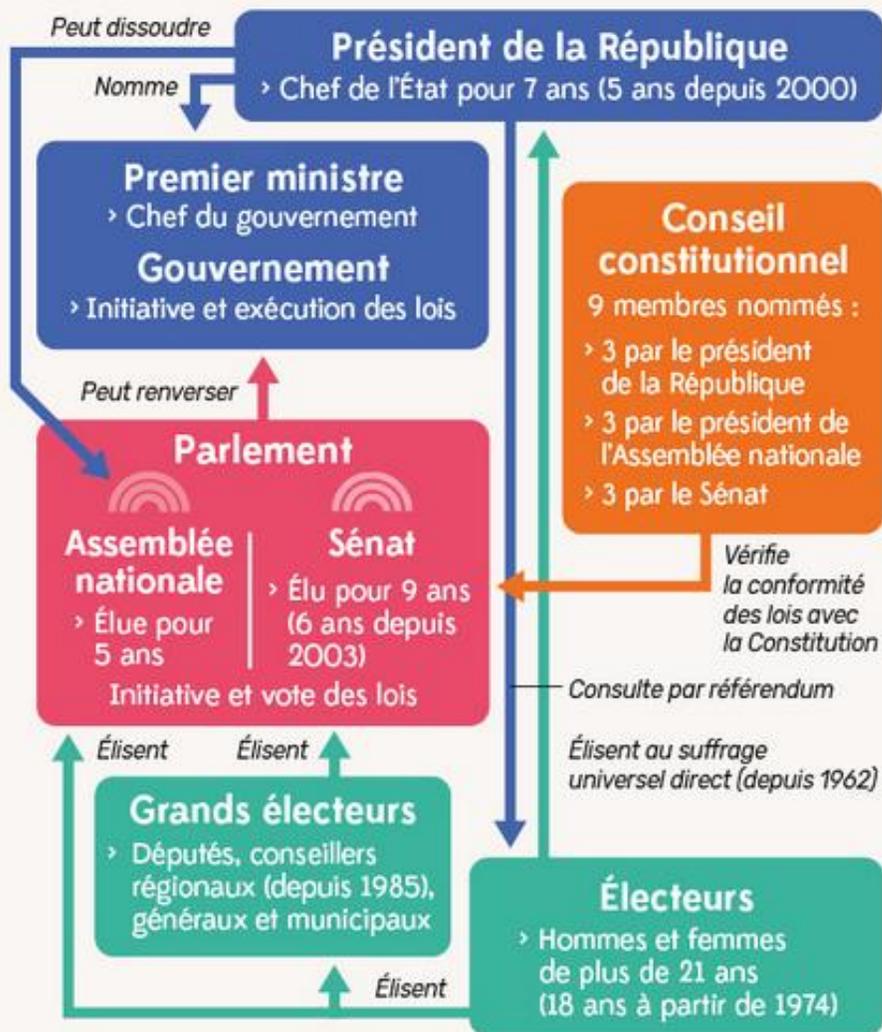


## La IV<sup>e</sup> République : un régime d'assemblée

- La IV<sup>e</sup> République s'est voulue différente de la précédente. Pourtant, elle est très proche de la III<sup>e</sup> République.
- Le président de la République a un rôle limité. Le pouvoir exécutif est essentiellement détenu par le **président du Conseil**, une fonction qui n'était pas bien définie sous la III<sup>e</sup> République. Il peut dissoudre l'Assemblée nationale, mais dans des conditions très restrictives (qui n'ont été réunies qu'une seule fois, en 1955).
- En revanche, le gouvernement peut facilement être renversé par les députés. C'est un **régime parlementaire** avec un **exécutif faible**, ce qui ressemble à un **régime d'assemblée**.

# La France : une nouvelle place dans le monde (1945 – 1969)

## 2 Les institutions de la V<sup>e</sup> République



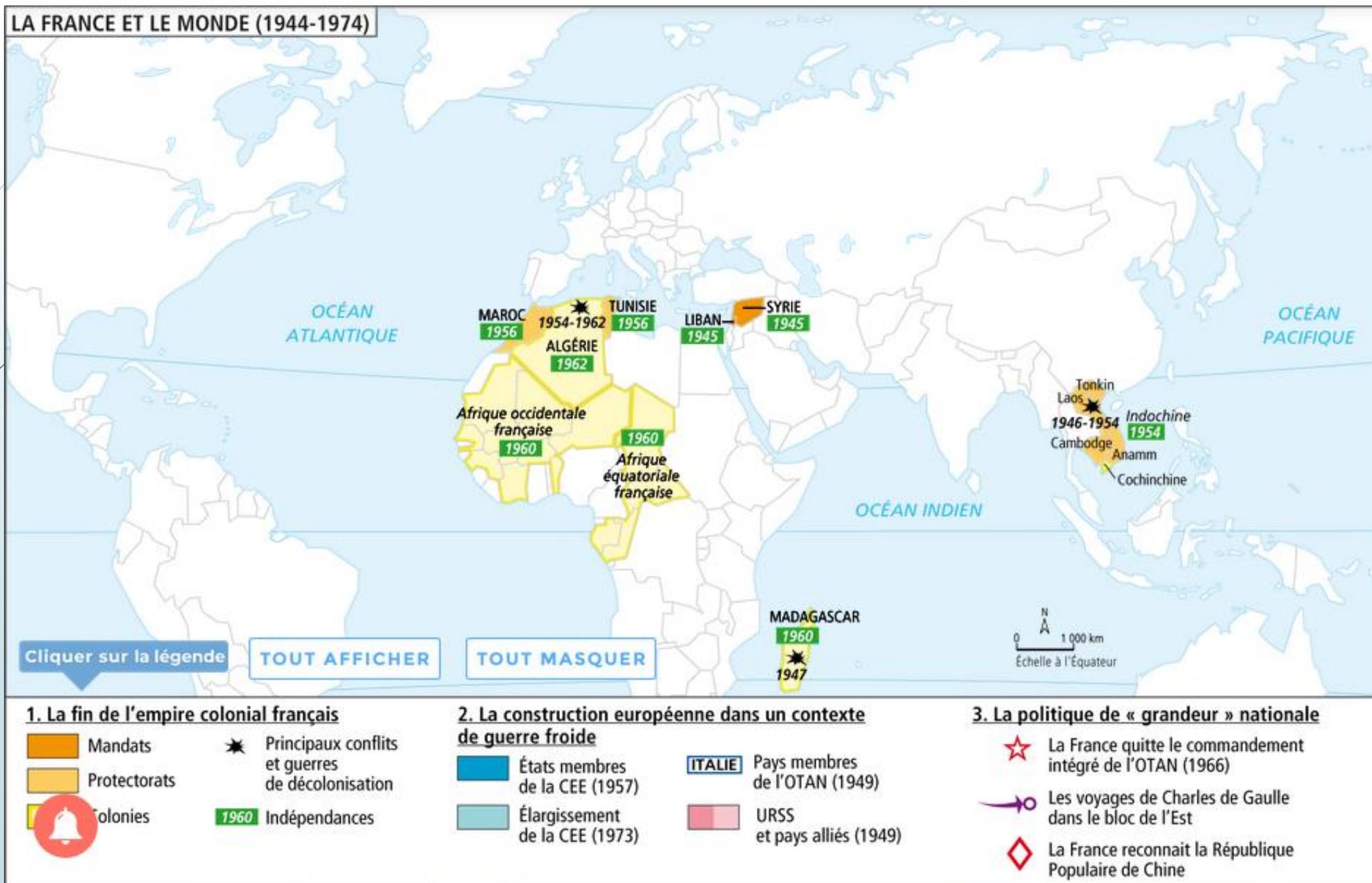
### La V<sup>e</sup> République : un régime semi-présidentiel

• La V<sup>e</sup> République veut corriger les défauts de la IV<sup>e</sup>, en renforçant l'exécutif. Elle reste un régime parlementaire, car le gouvernement est responsable devant l'Assemblée nationale et celle-ci peut être dissoute par le président de la République.

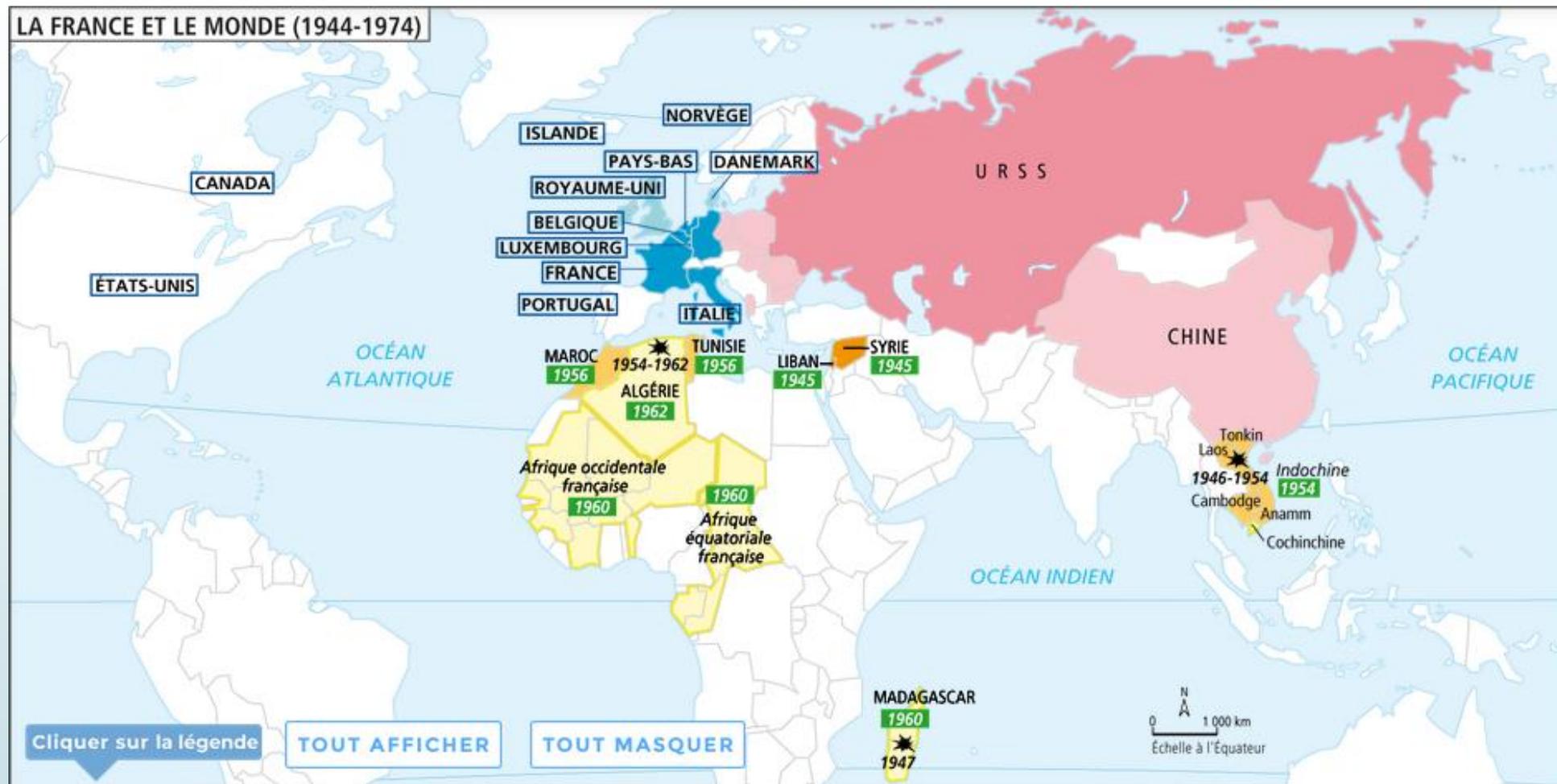
• Mais ce dernier a une forte légitimité, puisqu'il est élu non par le seul Parlement comme sous les deux précédentes républiques, mais par un collège de grands électeurs, puis dès 1962, au **suffrage universel direct**. La répartition des rôles entre le président de la République et le Premier ministre peut faire l'objet d'interprétations différentes.

• La V<sup>e</sup> République n'est ni un régime présidentiel ni un régime parlementaire « classique » où le Premier ministre détient la quasi-totalité du pouvoir exécutif. On parle souvent d'un régime « **semi-présidentiel** ».

# La France : une nouvelle place dans le monde (1945 – 1969)



# La France : une nouvelle place dans le monde (1945 – 1969)



Cliquer sur la légende

TOUT AFFICHER

TOUT MASQUER

## 1. La fin de l'empire colonial français

- Mandats
- Protectorats
- Colonies
- Principaux conflits et guerres de décolonisation
- 1960 Indépendances

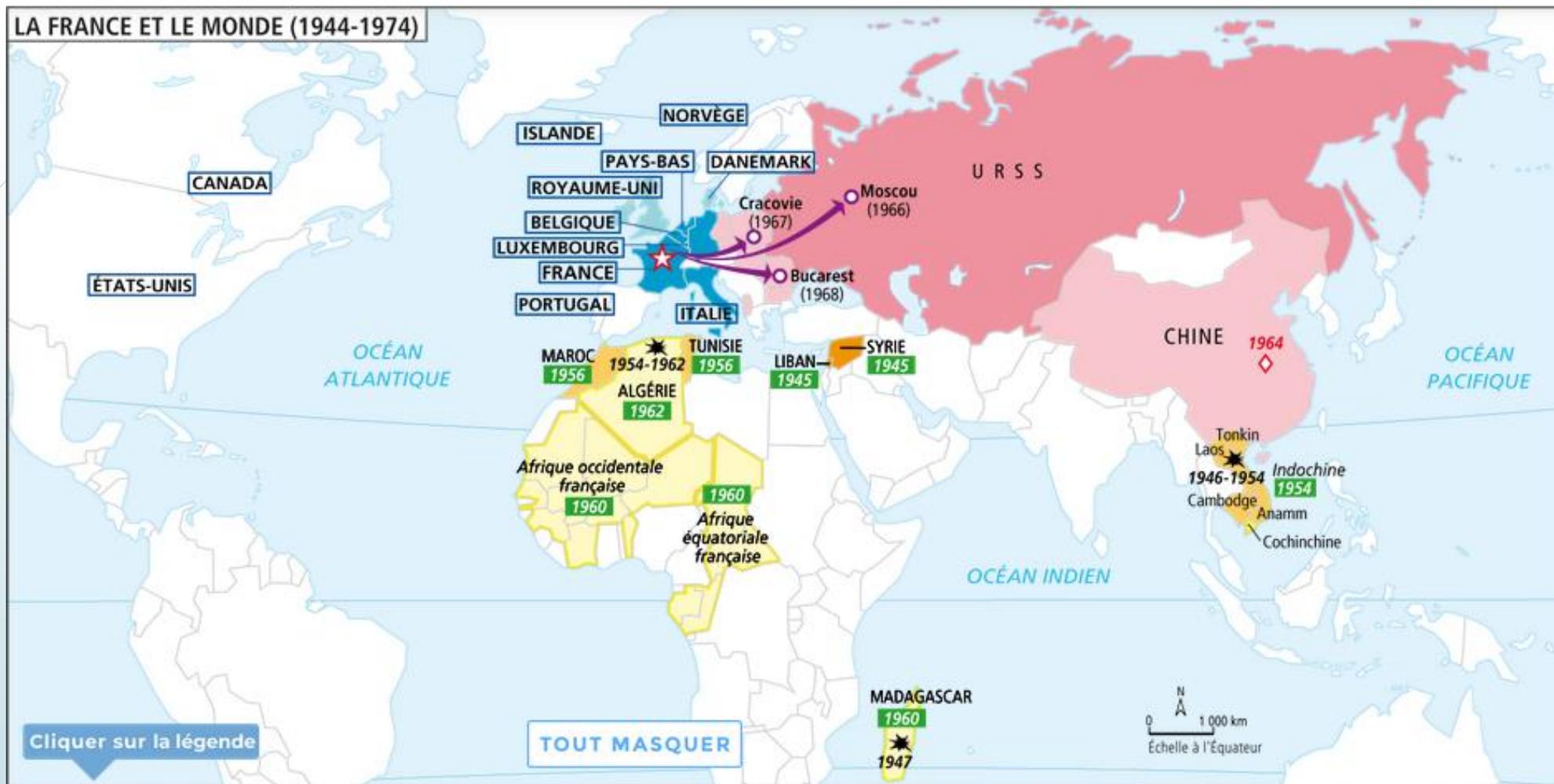
## 2. La construction européenne dans un contexte de guerre froide

- États membres de la CEE (1957)
- Élargissement de la CEE (1973)
- ITALIE Pays membres de l'OTAN (1949)
- URSS et pays alliés (1949)

## 3. La politique de « grandeur » nationale

- La France quitte le commandement intégré de l'OTAN (1966)
- Les voyages de Charles de Gaulle dans le bloc de l'Est
- La France reconnaît la République Populaire de Chine

# La France : une nouvelle place dans le monde (1945 – 1969)



## 1. La fin de l'empire colonial français

- Mandats
- Protectorats
- Colonies
- Principaux conflits et guerres de décolonisation
- 1960 Indépendances

## 2. La construction européenne dans un contexte de guerre froide

- États membres de la CEE (1957)
- Élargissement de la CEE (1973)
- ITALIE Pays membres de l'OTAN (1949)
- URSS et pays alliés (1949)

## 3. La politique de « grandeur » nationale

- La France quitte le commandement intégré de l'OTAN (1966)
- Les voyages de Charles de Gaulle dans le bloc de l'Est
- La France reconnaît la République Populaire de Chine

# La France : une nouvelle place dans le monde (1945 – 1969)

## L'Empire français de 1945 à 1958

- Indépendances et rattachements
- Guerres
- Répressions

	Statut en 1945	Évolution de 1945 à 1958
Syrie et Liban	Mandats de la SDN	Indépendance en 1946
Comptoirs de l'Inde	Colonies	Rattachement à l'Inde en 1956
Indochine	Colonie (Cochinchine), protectorats (Annam, Tonkin, Laos, Cambodge)	Guerre de 1946 à 1954 Indépendance en 1954 du Laos, du Cambodge et du Vietnam (Annam, Tonkin et Cochinchine)
Algérie	Départements	Répression en 1945 Guerre à partir de 1954
Maroc et Tunisie	Protectorats	Indépendance en 1956
AOF et AEF	Colonies	Autonomie en 1956
Madagascar	Colonie	Répression en 1947

# Etude : La France dans l'Europe de la guerre froide

A l'aide de ces deux vidéos, des informations qui les accompagnent et des deux documents suivants, analysez les stratégies de Monnet et Schuman pour faire de la CECA un moyen de sortir d'un blocage par « *une action concrète sur un point limité mais décisif* ».

- <https://enseignants.lumni.fr/fiche-media/00000001411/jean-monnet-pere-fondateur-de-l-europe.html>
- <https://enseignants.lumni.fr/fiche-media/00000001410/portrait-de-robert-schuman-pere-de-l-europe.html>

# Etude : La France dans l'Europe de la guerre froide

## 2 Comment sortir de l'impasse ?

*Dans deux notes les 2 et 3 mai 1950, Jean Monnet, commissaire au Plan et considéré comme un des « pères de l'Europe », présente la construction européenne comme une nécessité dans un contexte troublé.*

### **Note du 2 mai.**

La guerre froide est devenue une réalité. Un état de guerre existe entre l'Occident groupé activement autour des États-Unis et l'URSS appuyée par les partis communistes des pays occidentaux.

### **Note du 3 mai.**

De quelque côté qu'on se tourne, dans la situation du monde actuel, on ne rencontre que des impasses, qu'il s'agisse de l'acceptation grandissante d'une guerre jugée inévitable, du problème de l'Allemagne<sup>1</sup>, de la continuation du relèvement français, de l'organisation de l'Europe, de la place même de la France dans l'Europe et dans le monde. Les esprits se cristallisent sur un objectif simple et dangereux : la guerre froide. [...] D'une pareille situation, il n'est qu'un moyen de sortir : une action concrète et résolue, portant sur un point limité mais décisif, qui entraîne sur ce point un changement fondamental et, de proche en proche, modifie les termes mêmes de l'ensemble des problèmes. Il faut changer le cours des événements ; pour cela, il faut changer l'esprit des hommes.

Jean Monnet, note du 2 mai 1950 intitulée « Réflexions à la veille des consultations entre les gouvernements des États-Unis, de Grande-Bretagne et de France » et note du 3 mai 1950, Fondation Jean Monnet pour l'Europe, archives Jean Monnet.

1. Il s'agit de réintégrer l'Allemagne dans le bloc occidental et donc de faire accepter son réarmement à court terme.



# Etude : La France dans l'Europe de la guerre froide

## 4 La déclaration Schuman

*Dans le salon de l'Horloge du Quai d'Orsay, Robert Schuman, ministre français des Affaires étrangères, présente officiellement le projet conçu par Jean Monnet. Ce discours aboutit quelques mois plus tard à la création de la CECA (avril 1951) et à la réconciliation franco-allemande.*

L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait. Le rassemblement des nations européennes exige que l'opposition séculaire de la France et de l'Allemagne soit éliminée. L'action entreprise doit toucher au premier chef la France et l'Allemagne.

Dans ce but, le gouvernement français propose immédiatement l'action sur un point limité mais décisif. Le gouvernement français propose de placer l'ensemble de la production franco-allemande de charbon et d'acier sous une Haute Autorité commune, dans une organisation ouverte à la participation des autres pays d'Europe.

La mise en commun des productions de charbon et d'acier assurera immédiatement l'établissement de bases communes de développement économique, première étape de la Fédération européenne, et changera le destin de ces régions longtemps vouées à la fabrication des armes de guerre dont elles ont été les plus constantes victimes.

Robert Schuman, déclaration du 9 mai 1950.



# La France : une nouvelle place dans le monde (1945 – 1969)

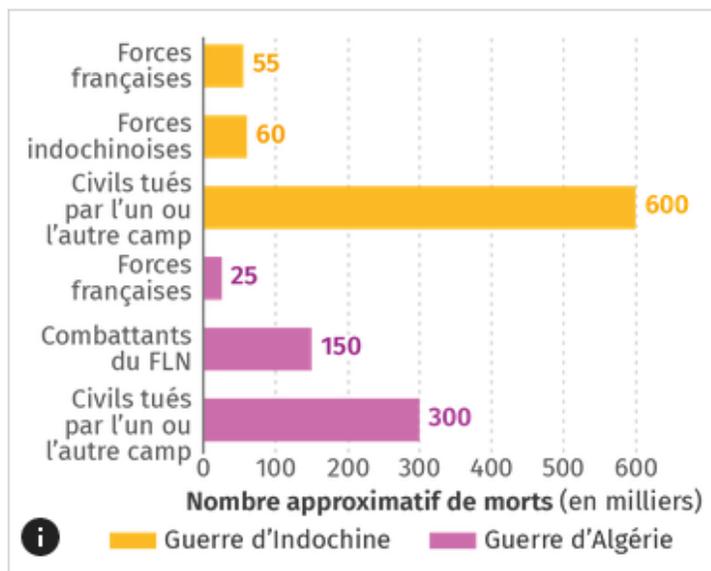
La France, sortie affaiblie de la Seconde Guerre mondiale, doit faire face à de nouveaux défis internationaux : la Guerre froide et la décolonisation. Sous la IV<sup>e</sup> République, elle s'engage dans la construction européenne, modernise et ouvre son économie. Sous la V<sup>e</sup> République, le général de Gaulle cherche à la fois à régler la crise algérienne et à refaire de la France une grande puissance mondiale.

Comment, dans un monde bipolaire, compenser l'érosion de la puissance de la France afin de garantir son influence internationale ?

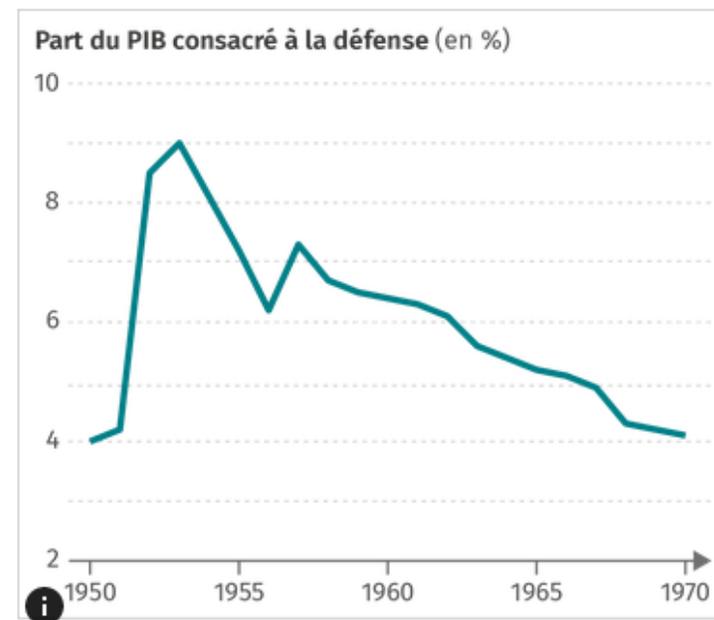
# La France : une nouvelle place dans le monde (1945 – 1969)

Comment, dans un monde bipolaire, compenser l'érosion de la puissance de la France afin de garantir son influence internationale ?

## 1 Le lourd bilan des guerres de décolonisation



## 2 Les dépenses militaires de la France

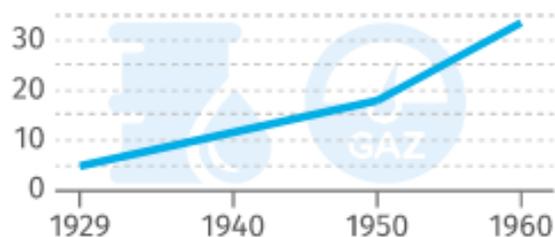


# La France : une nouvelle place dans le monde (1945 – 1969)

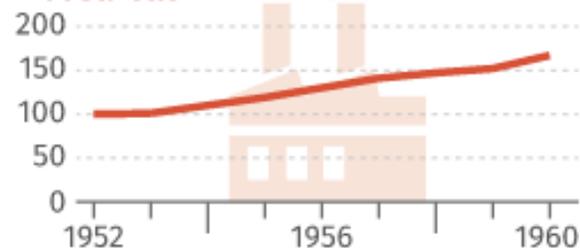
Comment, dans un monde bipolaire, compenser l'érosion de la puissance de la France afin de garantir son influence internationale ?

## Croissance et modernisation en France

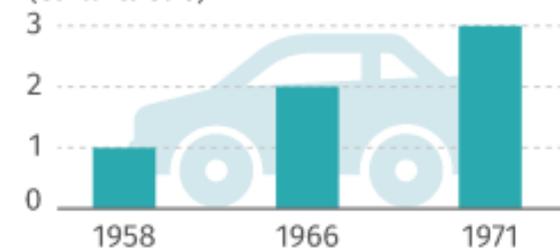
Part du gaz naturel et du pétrole dans le mix énergétique (en %)



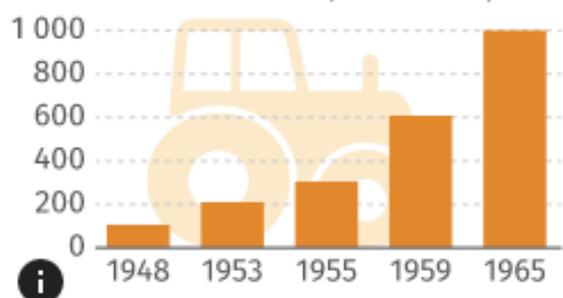
Les indices annuels de la production industrielle



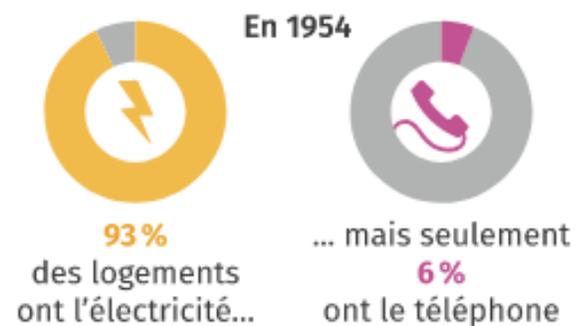
Nombre de voitures produites par an (en millions)



Nombre de tracteurs (en milliers)



Le « baby-boom » : des records de naissance en



# La France : une nouvelle place dans le monde (1945 – 1969)

## I) La France dans la guerre froide

### 1 - La France entre le *leadership* des États-Unis et la construction européenne

➤ **Une puissance fragilisée.** Puissance vaincue en 1940 puis occupée, la France n'a pas après la guerre les moyens d'une politique ambitieuse : la production industrielle de 1946 représente à peine 40 % de celle d'avant-guerre. Mais la France fait partie des pays vainqueurs et devient l'un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies.

➤ **Une politique atlantiste.** L'aide des États-Unis est indispensable à la reconstruction. Elle est conditionnée à l'ouverture du marché français (accords Blum-Byrnes, mai 1946). Entre 1948 et 1952, grâce au plan Marshall, la France perçoit 20 % du total de l'aide américaine, essentiellement sous forme de dons. Avec les débuts de la Guerre froide, la France s'insère dans un système de sécurité dominé par les États-Unis : elle est l'un des membres fondateurs de l'OTAN en 1949.

**Atlantiste :** Doctrine politique reposant sur l'idée d'une coopération très forte, notamment sur le plan diplomatique et militaire, entre les États-Unis et l'Europe occidentale.

# La France : une nouvelle place dans le monde (1945 – 1969)

## I) La France dans la guerre froide

### 1 - La France entre le *leadership* des États-Unis et la construction européenne

► **La question de l'Allemagne.** Partagée en quatre zones d'occupations contrôlées par les Alliés en 1945, l'Allemagne devient rapidement un enjeu de rivalité entre l'URSS et les États-Unis. La France, les États-Unis et le Royaume-Uni s'orientent alors vers la création d'un État ouest-allemand : la République fédérale d'Allemagne est créée en 1949. La France renoue des relations bilatérales avec l'Allemagne à partir de 1954, ce qui permet de surmonter l'échec du projet de Communauté européenne de défense (**CED**).

**CED :** Projet de défense européenne qui vise à insérer le réarmement de l'Allemagne dans une armée européenne. Il divise la classe politique française et est rejeté par un vote de l'Assemblée en 1954.

# La France : une nouvelle place dans le monde (1945 – 1969)

## I) La France dans la guerre froide

### 1 - La France entre le *leadership* des États-Unis et la construction européenne

► **Les débuts de la « construction européenne ».** Le ministre des Affaires étrangères français Robert Schuman est à l'initiative de la **CECA**, fondée en 1951. En supprimant les droits de douane sur le charbon et l'acier, celle-ci favorise l'augmentation des échanges entre les six pays membres. Une seconde étape, le passage au marché commun, est proposée lors de la conférence de Messine en 1955 et actée **en 1957 avec les traités de Rome.**

**CECA** : Communauté européenne du charbon et de l'acier mise en place en avril 1951 et composée de six États membres : la France, l'Italie, l'Allemagne (RFA), la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas.

# La France : une nouvelle place dans le monde (1945 – 1969)

## I) La France dans la guerre froide

### 2 - L'empire colonial en question

➤ **Dans les colonies, une volonté d'indépendance réprimée.** Des mouvements nationalistes apparaissent dès le début du XX<sup>e</sup> siècle dans les colonies françaises, contestant la violence et les inégalités du système colonial et réclamant l'indépendance de leurs pays respectifs. À partir des années 1920-1930, des élites indigènes, souvent formées en métropole, reviennent dans leur pays d'origine et soutiennent de plus en plus ces mouvements, notamment en créant des partis politiques indépendantistes. Une politique d'autonomie accrue des colonies françaises est mise en place à travers l'Union française et la **départementalisation** des quatre vieilles colonies. Mais les révoltes sont violemment réprimées par les autorités françaises, comme en Algérie lors des massacres de Sétif et Guelma en mai 1945, ou en Indochine où une guerre d'indépendance éclate dès 1946.

**Départementalisation : Loi de mars 1946 qui érige les quatre « vieilles colonies » (Martinique, Guadeloupe, Guyane, Réunion) en départements.**

# La France : une nouvelle place dans le monde (1945 – 1969)

## I) La France dans la guerre froide

### 2 - L'empire colonial en question

- **Une opinion publique de moins en moins favorable à l'Empire.** L'échec militaire en Indochine et les troubles en Afrique du Nord entament le crédit du lobby colonial. Certains courants libéraux critiquent de plus en plus le coût économique des colonies. Marquée par la défaite de Diên Biên Phu, l'opinion publique évolue en faveur de l'indépendance de la péninsule indochinoise, officialisée par **les accords de Genève en 1954.**
- **L'isolement de la France sur la scène internationale.** Les mouvements nationalistes s'appuient sur la Charte des Nations unies qui affirme le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. L'Assemblée générale de l'ONU, à la demande des pays arabes, vote des résolutions contre la politique marocaine et tunisienne de la France en 1953. Les États-Unis comme l'URSS condamnent le colonialisme européen et font échouer l'intervention franco-britannique au moment de la crise de Suez (1956).

# La France : une nouvelle place dans le monde (1945 – 1969)

## I) La France dans la guerre froide

### 2 - L'empire colonial en question

➤ **La fin des protectorats en Tunisie et au Maroc.** Le gouvernement de Pierre Mendès France amorce le processus de décolonisation de la Tunisie. En juillet 1954, il reconnaît l'autonomie interne et la formation d'un gouvernement ouvert aux nationalistes menés par **Habib Bourguiba**. Au Maroc, le sultan dénonce le protectorat. Il est envoyé en exil en 1953, puis rappelé par la France du fait d'un début d'insurrection. **Les deux pays accèdent à l'indépendance en mars 1956.**

➤ **L'accès à l'indépendance de l'Afrique subsaharienne.** La décolonisation y est relativement pacifique. En juin 1956, la **loi-cadre Defferre** accorde une extension des compétences à des autorités locales élues. Charles de Gaulle poursuit cette politique en créant la **Communauté française**. La Guinée, dirigée par Sékou Touré, refuse d'y adhérer et obtient son indépendance en 1958. Les autres pays d'Afrique subsaharienne accèdent à l'indépendance dans le courant de l'année 1960 et entrent à l'ONU quelques mois plus tard. La France s'emploie à partir de cette date à conserver des liens étroits avec ses anciennes colonies, notamment par une politique de coopération économique.

# La France : une nouvelle place dans le monde (1945 – 1969)

## I) La France dans la guerre froide

### 2 - L'empire colonial en question

➤ **L'accès à l'indépendance de l'Afrique subsaharienne.** La décolonisation y est relativement pacifique. En juin 1956, la **loi-cadre Defferre** accorde une extension des compétences à des autorités locales élues. Charles de Gaulle poursuit cette politique en créant la **Communauté française**. La Guinée, dirigée par Sékou Touré, refuse d'y adhérer et obtient son indépendance en 1958. Les autres pays d'Afrique subsaharienne accèdent à l'indépendance dans le courant de l'année 1960 et entrent à l'ONU quelques mois plus tard. La France s'emploie à partir de cette date à conserver des liens étroits avec ses anciennes colonies, notamment par une politique de coopération économique.

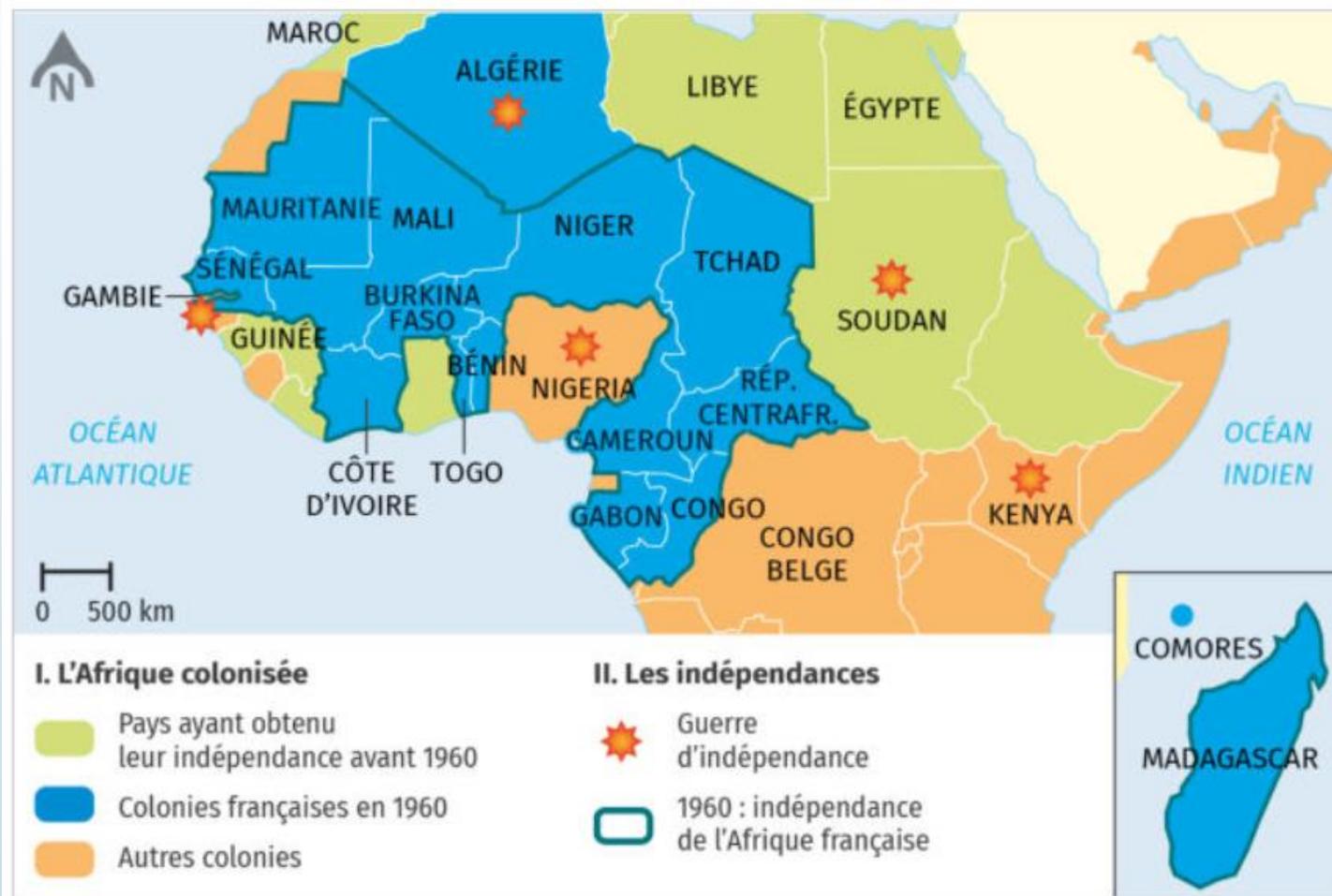
**Loi cadre** : Loi au contenu très général définissant les orientations d'une politique.

**Communauté française** : Association politique entre la France et ses colonies, qui obtiennent une autonomie plus importante et peuvent s'administrer elles-mêmes.

# La France : une nouvelle place dans le monde (1945 – 1969)

## I) La France dans la guerre froide

### 2 - L'empire colonial en question



# La France : une nouvelle place dans le monde (1945 – 1969)

## La France et la guerre d'Algérie :

<https://www.france24.com/fr/%C3%A9missions/l-entretien/20210128-rapport-stora-sur-la-guerre-d-alg%C3%A9rie-des-travaux-pratiques-plut%C3%B4t-que-des-excuses-politiques>

<https://www.tf1.fr/tmc/quotidien-avec-yann-barthes/videos/zoom-reconnaissance-de-l'assassinat-dali-boumendjel-le-debut-du-travail-de-memoire-39535178.html>

# La France : une nouvelle place dans le monde (1945 – 1969)

## II) La France de Charles de Gaulle

### 1 – La crise algérienne

➤ **Une guerre de libération nationale.** Au début des années 1950, une nouvelle génération de nationalistes algériens choisit la lutte armée et fonde le **FLN**. Le gouvernement français, pour qui l'Algérie fait partie du territoire national, répond par une politique répressive et déclare l'état d'urgence à partir de 1955. Dès 1956, le gouvernement de Guy Mollet intensifie la guerre : envoi du contingent, **usage systématique de la torture** pour briser le FLN.

**FLN** : Front de libération nationale. Parti politique algérien créé en 1954 pour obtenir l'indépendance, notamment par la lutte armée contre la métropole.

[https://www.liberation.fr/france/2000/12/02/guerre-d-algerie-aveu-d-un-tortionnaire\\_346296/](https://www.liberation.fr/france/2000/12/02/guerre-d-algerie-aveu-d-un-tortionnaire_346296/)

# La France : une nouvelle place dans le monde (1945 – 1969)

## II) La France de Charles de Gaulle

### 1 – La crise algérienne

➤ **Une guerre franco-française.** Le conflit domine la vie politique française, les gouvernements se succèdent faute de consensus. La peur d'une guerre civile entretenue par les attentats de l'**OAS**, bloque toute possibilité de négociation avec le FLN. En métropole, des intellectuels comme **Germaine Tillion**, Simone de Beauvoir ou Pierre Vidal-Naquet se mobilisent contre les exactions commises par l'armée française.

**OAS : Organisation de l'armée secrète. Mouvement clandestin terroriste créé en 1961 qui regroupe des Français d'Algérie et des militaires.**

➤ **Une guerre civile algérienne.** Tous les Algériens ne soutiennent pas le FLN. Certains, les **harkis**, combattent dans les rangs de l'armée française. Les nationalistes sont divisés entre plusieurs organisations dont le FLN et le **MNA** qui se font mutuellement la guerre.

**Harkis : Algérien qui a rejoint l'armée française pour défendre l'Algérie française.**

**MNA : Mouvement national algérien. Organisation politique algérienne qui revendique l'indépendance de l'Algérie mais s'oppose au FLN.**

# La France : une nouvelle place dans le monde (1945 – 1969)

## II) La France de Charles de Gaulle

### 1 – La crise algérienne

- **La fin de la IV<sup>e</sup> République.** Le régime d'assemblée, impuissant, subit les événements algériens. Le 13 mai 1958, des manifestations ont lieu à Alger et un Comité de salut public réclame le retour de Charles de Gaulle au pouvoir. Le 15 mai, ce dernier se dit prêt à « assumer les pouvoirs de la République » : **il est investi président du Conseil le 1<sup>er</sup> juin, obtient les pleins pouvoirs pour six mois et le droit de réviser la Constitution.**
- **Un changement de politique.** Dans un premier temps, Charles de Gaulle poursuit l'engagement militaire contre le FLN. **À partir de 1959, il change d'avis et accepte le principe de l'indépendance de l'Algérie.** Cette décision est perçue comme une trahison par les Français d'Algérie, ce qui entraîne des émeutes à Alger et une tentative de putsch militaire en avril 1961.

# La France : une nouvelle place dans le monde (1945 – 1969)

## II) La France de Charles de Gaulle

### 1 – La crise algérienne

➤ **L'indépendance de l'Algérie.** Les accords d'Évian en mars 1962 mettent fin à la guerre et sont ratifiés par un référendum en France (90 % de oui) et en Algérie (99,7 % de oui). Un million de rapatriés arrivent en métropole. Juifs et **pieds-noirs** quittent l'Algérie dans la précipitation, tandis que les harkis, majoritairement abandonnés en Algérie, sont victimes de massacres.

**Pieds-noirs : désigne les Français d'origine « européenne » et qui se sont installés ou sont nés en Algérie**

<https://www.youtube.com/watch?v=XRZOIWg60mE>

# La France : une nouvelle place dans le monde (1945 – 1969)

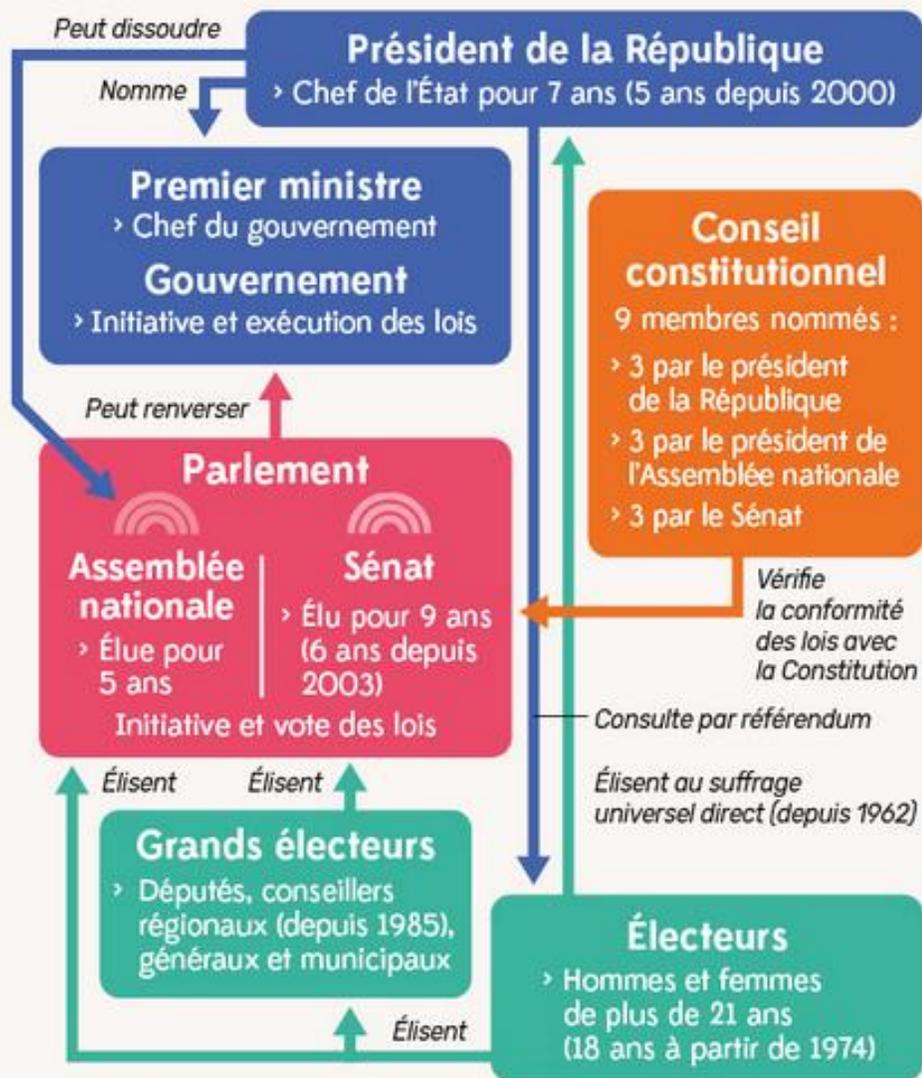
## II) La France de Charles de Gaulle

### 2 – Restaurer l'Etat

- **De Gaulle au pouvoir.** En novembre 1958, le Parti gaulliste (l'UNR) devient le premier parti de France. **Le 21 décembre, Charles de Gaulle est élu président de la République.** Il est réélu président en 1965 et le reste jusqu'à sa **démission en avril 1969.**
- **Un nouveau régime : la V<sup>e</sup> République.** La nouvelle Constitution, préparée notamment par Michel Debré, est **adoptée par référendum le 28 septembre 1958.** Elle réorganise en profondeur les institutions politiques françaises.
- **Un régime semi-présidentiel.** Dans la V<sup>e</sup> République, le président de la République a de grands pouvoirs : il définit les grandes orientations politiques, nomme le Premier ministre, peut dissoudre l'Assemblée nationale et même, via l'article 16, gouverner directement en cas de situation grave. Le Gouvernement n'est plus soumis à l'investiture de l'Assemblée, qui ne peut le renverser qu'à la majorité absolue des voix (**motion de censure : vote de défiance du Parlement contre le gouvernement. Si la majorité l'emporte, alors le gouvernement doit démissionner**).

# La France : une nouvelle place dans le monde (1945 – 1969)

## 2 Les institutions de la V<sup>e</sup> République



### La V<sup>e</sup> République : un régime semi-présidentiel

- La V<sup>e</sup> République veut corriger les défauts de la IV<sup>e</sup>, en renforçant l'exécutif. Elle reste un régime parlementaire, car le gouvernement est responsable devant l'Assemblée nationale et celle-ci peut être dissoute par le président de la République.
- Mais ce dernier a une forte légitimité, puisqu'il est élu non par le seul Parlement comme sous les deux précédentes républiques, mais par un collège de grands électeurs, puis dès 1962, au **suffrage universel direct**. La répartition des rôles entre le président de la République et le Premier ministre peut faire l'objet d'interprétations différentes.
- La V<sup>e</sup> République n'est ni un régime présidentiel ni un régime parlementaire « classique » où le Premier ministre détient la quasi-totalité du pouvoir exécutif. On parle souvent d'un régime « **semi-présidentiel** ».

# La France : une nouvelle place dans le monde (1945 – 1969)

## II) La France de Charles de Gaulle

### 2 – Restaurer l'Etat

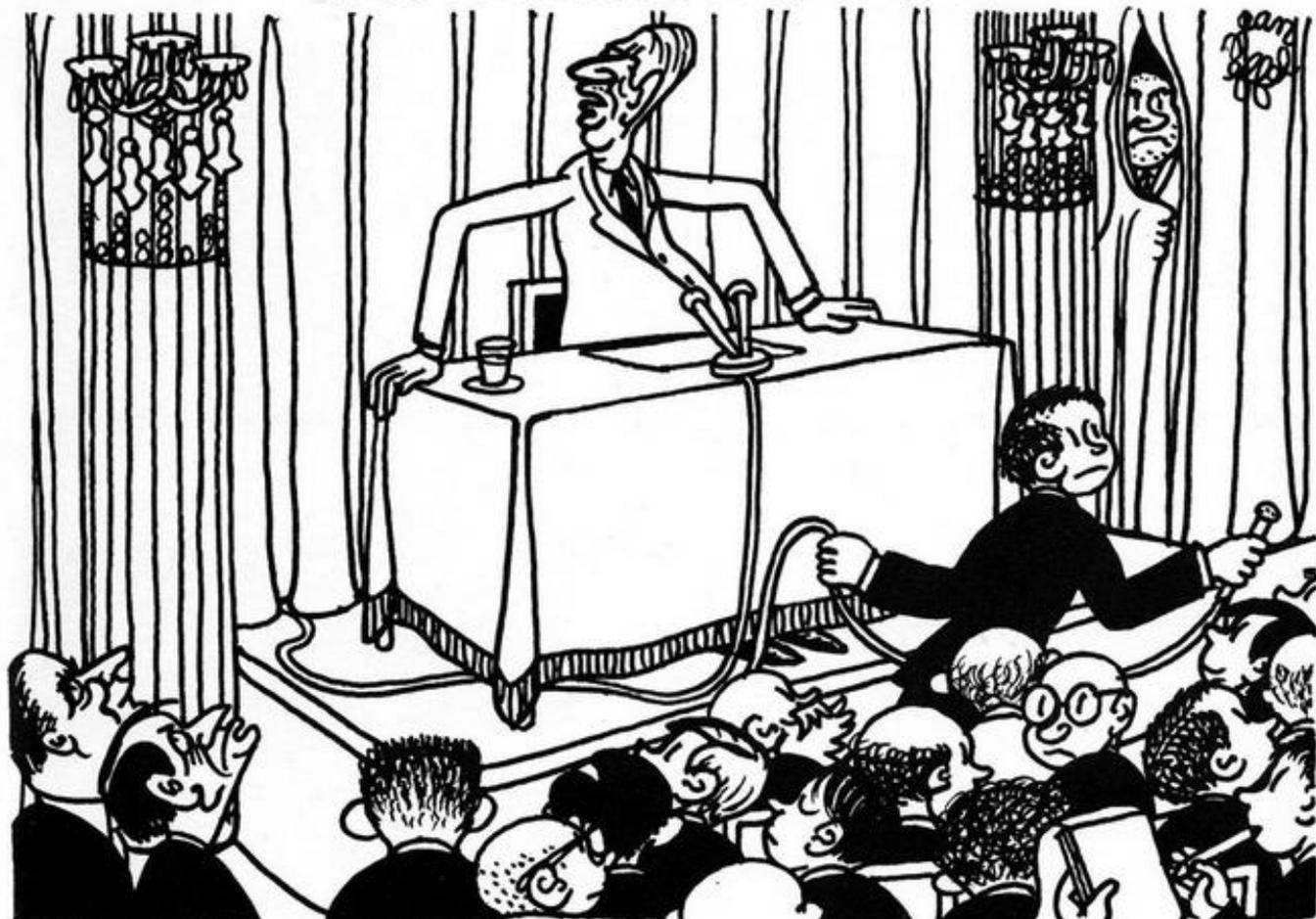
► **La pratique gaullienne du pouvoir.** Le président se constitue un domaine réservé sur **les questions de défense et de politique étrangère.**

Il fonde sa légitimité sur :

- une relation directe avec les citoyens à travers **l'usage du référendum,**
- **l'utilisation des médias,**
  - Charles de Gaulle est le premier président à utiliser la télévision. Ses conférences de presse et ses interventions sont transmises en direct et suivies par des millions de téléspectateurs. La télévision devient un puissant relais de la parole présidentielle.
- après la réforme constitutionnelle de 1962, **l'élection présidentielle au suffrage universel direct.**

# La France : une nouvelle place dans le monde (1945 – 1969)

RITES ET COUTUMES DE LA CINQUIÈME



— Veuillez, messieurs les journalistes, fournir vos questions à mes réponses

© Belin Éducation/Humensis, 2020 Histoire Term  
© Coll. Jonas/Kharbine-Topabor Jean Effel/Adagp, Paris, 2020 / 1964

« Voici que la combinaison du micro et de l'écran s'offre à moi au moment même où l'innovation commence son foudroyant développement. Pour être présent partout, c'est là soudain un moyen sans égal. À condition toutefois que je réussisse dans mes apparitions. [...]

Les téléspectateurs regardent de Gaulle sur l'écran en l'entendant sur les ondes. Pour être fidèle à mon personnage, il me faut m'adresser à eux comme si c'était les yeux dans les yeux, sans papier et sans lunettes. [...] Pour ce septuagénaire, assis seul derrière une table sous d'implacables lumières, il s'agit qu'il paraisse assez animé et spontané pour saisir et retenir l'attention, sans se commettre en gestes excessifs et en mimiques déplacées.

Maintes fois en ces quatre ans [1958-1962], les Français, par millions et par millions, rencontrent ainsi le général de Gaulle. »

Charles de Gaulle, *Mémoires d'espoir. I, Le renouveau (1958-1962)*, Plon, 1970.

# La France : une nouvelle place dans le monde (1945 – 1969)

## II) La France de Charles de Gaulle

### 3 – Moderniser le pays

► **Assainir l'économie.** Le nouveau gouvernement lutte contre l'inflation et cherche à stabiliser l'économie en augmentant les impôts, en **dévaluant** le franc et enfin créant le nouveau franc, qui vaut cent anciens francs. Ces mesures contribuent à consolider le commerce extérieur et facilitent l'insertion de la France dans le marché européen.



# La France : une nouvelle place dans le monde (1945 – 1969)

## II) La France de Charles de Gaulle

### 3 – Moderniser le pays

➤ **L'État soutient la croissance économique.** Charles de Gaulle lance d'ambitieux **plans de modernisation** et une politique de grands travaux (barrages hydroélectriques, aéroports, etc.). Le gouvernement soutient le développement de l'éducation ainsi que la recherche scientifique et technologique : les dépenses de recherche et développement passent ainsi de 2,46 % du budget de l'État en 1958 à 6,2 % en 1967.

**Plans de modernisation : Réalisé par le Commissariat au plan pour cinq ans, il définit les objectifs économiques à atteindre et oriente les investissements dans les secteurs prioritaires.**

# La France : une nouvelle place dans le monde (1945 – 1969)

## II) La France de Charles de Gaulle

### 3 – Moderniser le pays

➤ **Construire une France plus moderne.** La priorité est aux logements et aux transports. L'aéroport de Paris-Orly est agrandi en 1961, le réseau routier est entièrement repensé pour faire face à l'explosion du nombre de voitures individuelles. La **DATAR**, créée en 1963, est chargée d'impulser et de coordonner les actions d'aménagement du territoire.

**DATAR : Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale.** Elle a disparu en 2014 et remplacée en 2020 par L'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT)

# La France : une nouvelle place dans le monde (1945 – 1969)

(...) Nous avons vu qu'en dépit de la rigueur qu'on s'imposa en 1958, on avait voulu accroître, sans attendre, les dépenses d'équipement ; ce choix fut donc maintenu. Les crédits d'investissement dans le budget de l'Etat, entre 1958 et 1962, augmentèrent de 44 %, les prêts du Trésor de 42 %, les crédits pour les autoroutes, les routes, les ports et les aéroports de 76 %, ceux pour les constructions scolaires de 45 %, ceux pour le logement et l'urbanisme de 56 %. Au total, les dépenses d'équipement augmentèrent de 51 %. De Gaulle put dire, dans une conférence de presse du 16 mai 1967 : « Depuis 1958, notre effort d'investissements publics, évalués en francs constants, a doublé pour la construction de logements et pour les affaires culturelles, triplé pour l'éducation nationale, quintuplé pour l'infrastructure en fait de routes, de ports, de canaux, de terrains d'aviation, décuplé pour la santé publique et pour les sports, et pour la recherche il a été multiplié par seize.

C'est à partir de cet effort d'équipement – plus grand qu'en toute période de l'histoire économique de la France – que le cinquième Plan put donner la priorité au développement des structures industrielles du pays – avant que les événements de mai 1968 ne compromettent son achèvement.

Dans ce climat d'expansion, il était normal que l'on conçoive les grands programmes d'équipement et d'investissement auxquels on n'avait pu penser dans la période antérieure. Ils s'accumulèrent pour les ports, les autoroutes, l'aéroport de Roissy, les villes nouvelles de la région parisienne – redécoupée en nouveaux départements -, la recherche, l'avion supersonique, les « schémas directeurs » des grandes villes, les « agences de bassin », l'informatique et l'énergie nucléaire, le pétrole, l'espace, l'aménagement du centre de Paris après le transfert des Halles à Rungis.

**Source** : Paul-Marie de la Gorce, *Charles de Gaulle : 1945-1970*, tome 2, chapitre 9, pp. 392-393, Paris, Nouveau Monde Editions, 2008

# La France : une nouvelle place dans le monde (1945 – 1969)

## III) « Une certaine idée de la France »

### 1 – Une France grande à l'international

- **Le développement d'une puissante industrie d'armement.** L'État impulse trois grands programmes industriels liés à la défense nationale : nucléaire, industries aérospatiales, informatique. Néanmoins, le budget militaire ne cesse de se réduire.
- **La bombe atomique française.** La maîtrise de l'énergie atomique doit, selon Charles de Gaulle, renforcer l'indépendance nationale. **La première bombe A explose dans le Sahara en 1960, la bombe H en 1968 en Polynésie française.** La France se dote ensuite d'avions porteurs d'ogives en 1964 puis d'un sous-marin lance-missiles en 1971.
- **Charles de Gaulle décide de quitter le commandement intégré de l'OTAN en mars 1966.** Il s'agit à la fois de garder le contrôle de la défense nationale et d'envoyer un message aux États-Unis. Le siège de l'organisation est transféré de Fontainebleau à Bruxelles et les bases américaines installées sur le territoire français sont évacuées.

# La France : une nouvelle place dans le monde (1945 – 1969)

## III) « Une certaine idée de la France »

### 1 – Une France grande à l'international

- **L'ouverture au tiers-monde.** La coopération économique et militaire avec les pays d'Afrique francophone est utilisée comme vecteur d'une politique de rayonnement de la puissance française. Certains y voient une forme de **néocolonialisme (Désigne les diverses tentatives d'une ex-puissance coloniale de maintenir par des moyens détournés la domination économique ou culturelle sur ses anciennes colonies après leur indépendance).**
- **La remise en cause du système bipolaire.** Charles de Gaulle soutient les États-Unis au moment des crises de Berlin (1958-1961) puis de Cuba (1962), mais remet en cause leur *leadership*. Il n'hésite pas à critiquer l'intervention militaire américaine au Vietnam. Son refus de la logique de bloc le conduit à reconnaître la Chine de Mao en 1964 et à se rapprocher du bloc soviétique, notamment par des voyages en URSS, en Pologne et en Roumanie.
- **Les limites de cette politique.** Même si Charles de Gaulle souhaite affirmer l'« exception française » au sein des démocraties occidentales, la France reste une puissance moyenne qui ne peut pas réellement peser sur la politique des grandes puissances. En outre, le fait d'avoir quitté le commandement de l'OTAN est surtout symbolique : la France continue d'appartenir à l'Alliance atlantique et de coopérer avec les États-Unis.

# La France : une nouvelle place dans le monde (1945 – 1969)

## III) « Une certaine idée de la France »

### 2 – La France dans le projet européen

➤ **La construction européenne, levier de puissance pour la France.** Favorable dès 1944 à une coopération des États d'Europe de l'Ouest, Charles de Gaulle ne remet pas en question les traités européens existants lorsqu'il arrive au pouvoir. À ses yeux, **la construction européenne est une opportunité pour la France.** A partir de 1962, l'agriculture française est par exemple subventionnée par la **Politique Agricole Commune (PAC)**. De Gaulle soutient la naissance d'un marché commun européen : en 1968, les droits de douane entre États membres de la CEE sont supprimés.

➤ **Une « Europe des États ».** Cependant, de Gaulle s'oppose à la conception d'une Europe plus forte que les États qui la composent. Pour lui, l'Europe unie doit rester avant tout une alliance d'États, sans que ceux-ci ne renoncent à leur souveraineté. Pendant six mois, de juin 1965 à janvier 1966, Charles de Gaulle n'hésite pas à suspendre la participation de la France aux réunions du Conseil des ministres de la CEE : les décisions étant prises à l'unanimité, cette absence bloque toute avancée. C'est la « politique de la chaise vide ». Le compromis du Luxembourg (janvier 1966) préserve finalement le **droit de veto** d'un État membre.

# La France : une nouvelle place dans le monde (1945 – 1969)

## III) « Une certaine idée de la France »

### 2 – La France dans le projet européen

- **Contre « l'Europe sous commandement américain ».** Charles de Gaulle cherche à détacher l'Europe de l'influence américaine. C'est pour cette raison qu'il refuse par deux fois – en 1963 puis en 1967 – l'entrée dans le **marché commun européen** du Royaume-Uni, solide allié des États-Unis.
- **L'axe franco-allemand.** Charles de Gaulle resserre les liens avec l'Allemagne : il s'y rend en 1962 et, la même année, reçoit en France le chancelier allemand Konrad Adenauer. Un an plus tard, le **traité de l'Élysée** scelle officiellement la réconciliation franco-allemande.

# La France : une nouvelle place dans le monde (1945 – 1969)

## III) « Une certaine idée de la France »

### 2 – La France dans le projet européen

➤ **L'axe franco-allemand.** Charles de Gaulle resserre les liens avec l'Allemagne : il s'y rend en 1962 et, la même année, reçoit en France le chancelier allemand Konrad Adenauer. Un an plus tard, le **traité de l'Élysée** scelle officiellement la réconciliation franco-allemande.

→ Visite officielle à Reims le 8 Juillet 1962, symbole de réconciliation devant la cathédrale martyr de la PGM.



L'amitié franco-allemande. Le 8 juillet 1962, à Reims, le général de Gaulle et le chancelier Adenauer scellent la réconciliation franco-allemande.

# La France : une nouvelle place dans le monde (1945 – 1969)

## III) « Une certaine idée de la France »

### 3 – La politique étrangère après 1969

► **Entre ruptures et continuités.** Georges Pompidou, devenu président de la République en 1969, s'inscrit largement dans la continuité de la politique étrangère de Charles de Gaulle. La coopération économique et industrielle avec l'Allemagne s'approfondit, la France continue d'intervenir en Afrique malgré les critiques et renforce ses liens avec l'URSS et l'Europe de l'Est. Néanmoins, contrairement à son prédécesseur, Georges Pompidou se rapproche des États-Unis.

Pompidou et Nixon lors du sommet franco-américain  
de Reykjavik le 31 mai 1973

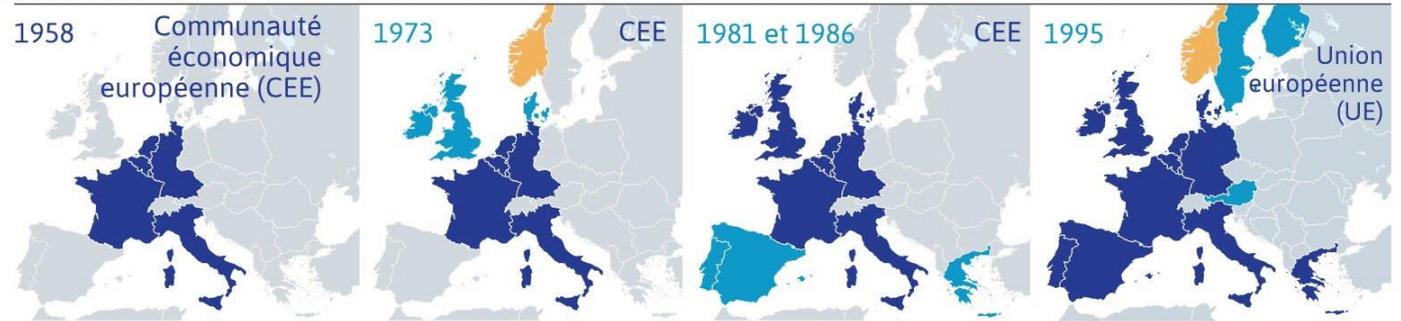


# La France : une nouvelle place dans le monde (1945 – 1969)

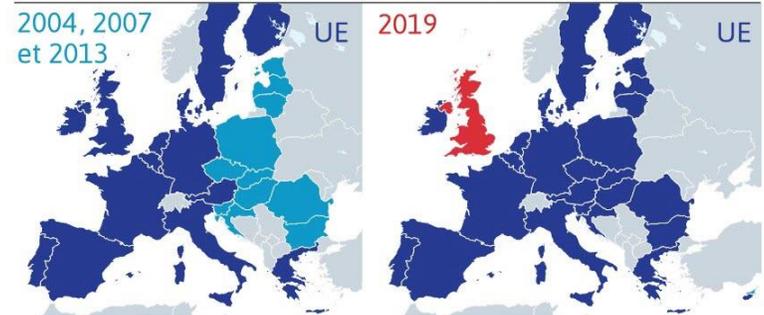
## III) « Une certaine idée de la France »

### 3 – La politique étrangère après 1969

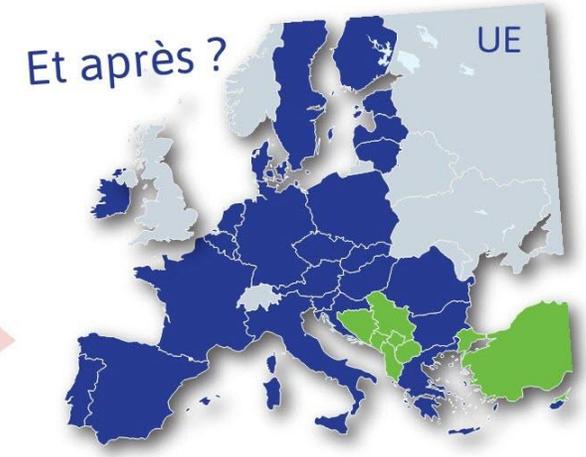
- **La relance européenne.** Fervent défenseur du projet européen, Georges Pompidou relance l'unification du continent. **La candidature du Royaume-Uni est acceptée au sommet de La Haye (1969).** C'est le premier élargissement, de six à neuf : le Royaume-Uni, le Danemark et l'Irlande intègrent la CEE en 1973.
- **Vers l'UE.** Au sommet de Paris en 1972, les États membres se fixent des objectifs concrets pour devenir, avant la fin de la décennie, « une union européenne ». La CEE coopère dans de nouveaux domaines : en 1973, l'Agence spatiale européenne crée par exemple le programme Ariane, qui aboutit au lancement de la fusée Ariane 1 en 1979.



Les «Six» (pays fondateurs)	Les «Neuf»	Les «Dix» puis les «Douze»	Les «Quinze»
<ul style="list-style-type: none"> <li>France</li> <li>Allemagne de l'Ouest (RFA)</li> <li>Italie</li> <li>Belgique</li> <li>Pays-Bas</li> <li>Luxembourg</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Royaume-Uni</li> <li>Irlande</li> <li>Danemark</li> <li>Norvège annule son entrée après la victoire du «non» (54%) au référendum d'accession.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>1981 Grèce</li> <li>1986 Espagne</li> <li>Portugal</li> <li>Sortie du Groenland (Danemark) en 1985.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Autriche</li> <li>Suède</li> <li>Finlande</li> <li>Nouvelle victoire du «non» à un référendum en Norvège (52%).</li> <li>Allemagne de l'Est (RDA) intégrée à la RFA en 1990</li> </ul>



Les «Vingt-cinq», «Vingt-sept» et «Vingt-huit»	Les «Vingt-sept»
<ul style="list-style-type: none"> <li>2004                             <ul style="list-style-type: none"> <li>Estonie</li> <li>Lettonie</li> <li>Lituanie</li> <li>Pologne</li> <li>R. Tchèque</li> <li>Slovaquie</li> <li>Hongrie</li> <li>Slovénie</li> </ul> </li> <li>2007                             <ul style="list-style-type: none"> <li>Roumanie</li> <li>Bulgarie</li> </ul> </li> <li>2013                             <ul style="list-style-type: none"> <li>Croatie</li> </ul> </li> <li>Malte</li> <li>Chypre</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Sortie du Royaume-Uni après le vote en faveur du Brexit (51,9%) lors du référendum de juin 2016.</li> </ul>



Les « Trente-quatre » ?		
Serbie	Monténégro	Turquie
Macédoine	Kosovo	
Albanie	Bosnie-Herz.	